

DÉBAT NATIONAL: 23 FÉVRIER 2019

Commune de Saint-Thégonnec Loc-Eguiner

1^{ère} partie: Compte rendu des ateliers

FISCALITÉ

- Une TVA plus basse sur les produits de 1^{ère} nécessité est primordiale
- Une TVA plus élevée sur les produits de luxe
- Il faut réfléchir à la base de calcul des impôts. S'il est nécessaire que tous les salariés paient des impôts sur le revenu, il semble important qu'il y ait des bases de calcul qui prennent davantage en compte les situations précaires, le handicap, les situations des familles monoparentales et les bas revenus.
- Un travail sur le SMIC est nécessaire pour aider les entreprises à augmenter les salaires sans qu'elles soient pénalisées et à aider les salariés dont les situations se précarisent avec ce revenu jugé trop bas.

DÉPENSES PUBLIQUES

- Pas de visibilité, manque de transparence sur les dépenses publiques. Les informations sont trop floues, peu compréhensibles et mal diffusées.
- Pourquoi ne pas aller vers une mutualisation des parcs de matériels des collectivités, des communes, des départements ?
- Pourquoi ne pas revoir le système législatif en vigueur notamment sur la question électorale, et les modes de scrutins pour que les citoyens disposent de davantage de pouvoir décisionnel ?
- Si les communes ne peuvent plus utiliser la taxe habitation comme levier fiscal, elles risquent d'être mises en difficulté dans la réalisation de leurs projets
- La protection sociale doit être pensée différemment pour réfléchir à des économies.
 - o Il faut aider les citoyens à ouvrir des droits auxquels ils peuvent prétendre sans le savoir
 - o Il faudrait rétablir le timbre fiscal (Aide médicale d'État),
 - o Il faudrait plus de contrôle car il y a des abus.

ORGANISATION DES SERVICES PUBLICS

- Il faudrait un investissement plus important de L'État auprès de la SNCF, ce qui permettrait un développement plus égalitaire sur le territoire des lignes à grandes vitesses et favoriserait la circulation via ce mode de transport.

- Il est primordial de conserver les services publics de proximité et de les valoriser en sachant qu'il manque certains interlocuteurs comme le Trésor public, et la Justice dans les MASP.
- Il faut redéfinir les formations des professions médicales et paramédicales en termes de compétences, de contraintes d'installations pour les médecins pour éviter les déserts médicaux et restaurer l'image des «médecins de campagne». Il devrait y avoir des obligations d'installations dans certains secteurs pour les médecins.
- Quelle doit être la place de la Télémédecine dans les communes rurales? dérive abandonnique pour compenser à tort la désertification médicale ou bénéfice pour les habitants?
- Le système administratif français est trop «lourd», trop contraignant et gagnerait à être simplifier pour les citoyens.
- Ne serait-il pas bénéfique pour tous qu'il y ait une harmonisation des normes européennes et de celles qui sont propres à chaque pays? Ce mille-feuille de normes amène beaucoup de contradictions.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

➤ Pour les transports: nécessité de rendre la transition écologique plus abordable pour tous. L'achat d'une voiture hybride, par exemple, même avec la prime, n'est pas accessible à tous (coût à l'achat et ensuite de la consommation). Et il n'existe pas de transports en commun ni de possibilité de covoiturage partout en particulier en milieu rural.

Propositions: - crédit d'impôt pour l'achat d'une voiture hybride

- action auprès des constructeurs pour qu'ils soient plus incitatifs
- nécessité d'une information sur la manière plus spécifique de conduire un véhicule hybride
- gratuité des transports en commun = choix d'élus aux différents niveaux (national, régional, départemental et local).

➤ Pour les consommations d'énergie: les travaux d'isolation des maisons anciennes sont beaucoup trop onéreux.

Propositions : - aide financière importante pour la réalisation des travaux d'isolation

- aide quel que soit les ressources des ménages: importance symbolique /volonté
- diminuer le pouvoir des lobbies (ex: pour la RT 2012...) qui pour faire des profits conséquents retardent la transition écologique (ex: installation possible de pompes à chaleur retardée car place trop importante des industriels).

➤ Pour le traitement des déchets: packaging beaucoup trop important dans les super marchés alors que le traitement des déchets est payé par les citoyens qui n'ont pas le choix.

Propositions: - bouteilles consignées

- containers à déchets enterrés
- composteurs dans les lotissements (à installer en début d'aménagement des lotissements et non à la fin de l'aménagement du lotissement)
- revoir le fonctionnement global : qui doit payer? (citoyen, producteur, grande surface...).

La question de la citoyenneté et de la société de consommation est soulevée.

DEMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

- *Faut-il introduire une dose de proportionnelle dans les élections ?* Majoritairement, les participants disent oui, car cela permet de représenter tous les partis ou courants d'idée.
- *Faut-il réduire le nombre d'élus ?* Majoritairement, les participants disent non car cela éloignerait encore plus les élus des réalités du terrain, il y aurait moins de proximité et les travaux faits par les élus nationaux seraient confiés à des cabinets privés qui coûteraient encore plus chers. On concentrerait le pouvoir aux mains de l'exécutif.

Proposition: - nécessité de revoir leur train de vie et leurs privilèges.

- Il y a beaucoup de *strates de décisions* et il est difficile de savoir qui fait quoi: Commune, Inter Co, département, région, assemblée nationale et Sénat. A quoi servent les sénateurs? Manque de lisibilité, quelles sont les compétences de chacun, nécessité d'un fonctionnement clair.

Propositions: - éducation citoyenne à l'école
- rôle des parents dans la formation de jeunes citoyens : instruction et éducation sont à mener de front.

- Trop de décisions, prises dans les communes, le sont sans que les habitants soient informés et impliqués alors qu'ils souhaitent participer à la réflexion.

Proposition : - échanges et débat sur certaines questions importantes pour la commune
comme par exemple : containers enterrés, avenir du foncier sur la commune.

- Comment améliorer la démocratie participative ? Les débats ou réunions organisés en ce sens drainent peu de monde. (Ex du PLUi-H). Comment rendre plus attractifs ces moments de débats pour que les citoyens se les approprient ?

Propositions: - créer des temps d'échanges et du lien social: assemblées citoyennes (ex: tous les 2 mois), fête des voisins, jardins partagés, faire participer les personnes handicapées, ...

La question de l'individualisme et des réseaux sociaux est soulevée.

2^{ème} partie: Compte-rendu des interventions et réactions de la salle après présentation des rapporteurs des ateliers thématiques

Transition écologique

Transport: Le transport à 2^{euros} au niveau des circulations infra départementales est intéressant mais parfois 2^{euros} pour une famille de 5 personnes cela fait tout de suite 10 euros et ça peut faire cher. La question de la gratuité des transports en commun est posée.

Les transports en commun pourraient aussi être gratuits le Samedi et le Dimanche pour les familles et enfants et à prix réduits en semaine pour le travail.

La problématique du transport des marchandises par camion est posée. La Suisse a mis en place des trains pour embarquer les camions qui traversent son territoire. A quand le ferroutage en France ? Cela permettrait de diminuer la pollution. Ou en est la plateforme rail route sur le territoire du Pays de Morlaix?

Une personne émet la possibilité d'un parc automobile hybride mutualisé et partagé.

Énergie renouvelable: Il serait souhaitable de développer la production d'énergie solaire en accompagnant la pose de panneaux solaire sur les toitures.

Parfois, des sociétés peu scrupuleuses font du démarchage agressif pour vendre cette technologie.

Il est nécessaire de se rapprocher d'une structure publique de conseil en énergie.

Réduction des emballages: pourquoi ne pas faire payer aux industriels le coût de l'élimination des déchets produits afin de les amener vers une diminution forte des emballages.

Fiscalité et dépense publique

En matière de TVA, il faudrait la baisser sur les produits de première nécessité et l'augmenter sur les produits de luxe.

Le fait que tout le monde paie un impôt fait consensus, mais qu'il soit proportionnel à ses moyens. Il apparaît nécessaire de revoir les tranches d'impôts avec une attention particulière pour les plus fragiles. Mais l'impôt doit être pour tous même très minime.

Rétablissement de l'ISF. Certains intervenants considèrent que cela serait plus juste. Une personne intervient en disant que ISF ou pas, cela ne change rien: il y a toujours autant de chômeurs ou de personnes pauvres. Une autre personne trouve normale qu'une personne partie de rien et qui a gagné beaucoup d'argent par son travail et/ou en créant une entreprise puisse bénéficier de ses revenus sans taxations supplémentaires. Cette même personne pense que l'on peut vivre avec un SMIC (elle l'a fait) mais qu'aujourd'hui, on se crée un tas de besoins nouveaux qui viennent impacter le pouvoir d'achat. Elle termine en disant que l'on vit bien en France car il y a beaucoup de protection sociale mais que cela a un coût. Une autre personne intervient en disant «quand je gagne le SMIC avec un travail difficile, est-ce juste que mon patron gagne jusqu'à 400 fois mon salaire ?». Une personne précise que l'ISF n'est pas totalement supprimé car l'impôt sur la fortune immobilière est maintenu.

En matière de justice fiscale, une personne évoque la problématique des grandes entreprises qui ne payent pas leurs impôts en France en faisant de l'optimisation fiscale ou en ayant leur siège dans d'autres pays. Il y a le prélèvement à la source pour les particuliers, pourquoi pas un prélèvement à la source pour les entreprises. On pourrait s'appuyer sur les déclarations de tva pour évaluer le chiffre d'affaires et quantifier l'impôt à prélever.

Démocratie et citoyenneté

-Faut-il introduire une dose de proportionnelle dans les élections ? Majoritairement, les participants disent oui, car cela permet de représenter tous les partis ou courant d'idée.

- Faut-il réduire le nombre d'élus ? Majoritairement, les participants disent non car cela éloignerait encore plus les élus du terrain, il y aurait moins de proximité et les travaux faits par les élus nationaux seraient confiés à des cabinets privés qui coûteraient encore plus chers. On concentrerait le pouvoir aux mains de l'exécutif.

Par contre, il est nécessaire de revoir les couts de fonctionnement des assemblés et leur train de vie. De même, la question de la diversité des profils à l'assemblée nationale ou au Sénat et plus globalement dans les assemblées des collectivités est posée. Il faut faire en sorte que le monde du travail dans sa diversité soit plus représenté.

Il y a beaucoup de strate de décisions et il est parfois difficile de savoir qui fait quoi. (Commune, inter Co, département, région, assemblée nationale et Sénat). Cela manque de lisibilité. Il manque aujourd'hui de l'éducation citoyenne à l'école et le rôle des parents dans la formation de jeunes citoyens est interrogé.

Trop de décisions, prises dans les communes, le sont sans que les habitants soient impliqués. Comment améliorer la démocratie participative ? Les débats ou réunions organisés en ce sens drainent peu de monde. (Exemple du PLUi- H). Comment rendre plus attractifs ces moments de débats pour que les citoyens se les approprient ?

La question de la diversité des profils à l'assemblée nationale ou au Sénat et plus globalement dans les assemblées des collectivités est posée. Il faut faire en sorte que le monde du travail dans sa diversité soit plus représenté.

De cette table sur la démocratie et la citoyenneté émerge l'idée qu'il est nécessaire de remettre le lien social et la participation citoyenne au cœur du vivre ensemble. Pour faire le lien avec la transition écologique, on note l'intérêt des jeunes générations pour cette question.

Organisation des services publics

Pour lutter contre le manque de médecins en milieu rural, il est nécessaire dès leurs études de valoriser l'exercice de la médecine rurale. Pourquoi ne pas les obliger à s'installer en zone déficitaire pendant quelques années en contrepartie de la gratuité des études. Une personne propose également de mettre en place des avantages fiscaux pour les médecins qui s'installent en zone déficitaire et s'ils ne restent pas, ils devraient rembourser ces avantages perçus.

La question de la fracture numérique est également abordée. Comment accompagner les personnes qui sont éloignées de l'usage du numérique alors que tous les services dématérialisent leurs pratiques. Il apparaît nécessaire de remettre de l'humain dans les services publics.

Une personne aborde la question de la formation des personnes en poste afin qu'elles puissent s'adapter aux évolutions et de ce fait accompagner les usagers. Une formation longue n'est pas forcément nécessaire, il vaut mieux des formations courtes tout au long de la carrière professionnelle.

Thèmes qui n'ont pas pu être développés lors de la réunion :

Transition énergétique
quels aides ?

L'holien → coût ?
→ productive ?

Harmonisation
des caisses retraites
et calcul des pensions
(sur la durée de cotisations)

Formation plus "poussée"
des infirmiers libéraux
pour compétences
et éviter engorgement
salles d'attente médecins et
urgences des CH

Évasion fiscale ?

Niches Fiscales

- classe moyenne ?
- classe aisée ???

Éides sociaux :

- à revoir
- riga. et pas trop
d'aides sociales